

Coopération décentralisée et coopération non gouvernementale : Des partenariats internationaux anciens et forts en Auvergne - Rhône-Alpes

Mars 2016

La coopération au développement, une tradition française :

Souvent issus de relations anciennes (entre paroisses, entre les diasporas et leurs territoires d'origine...) les jumelages, puis ce qu'il est convenu d'appeler la coopération décentralisée, se sont développés dans les années 50 dans les territoires français sous la forme des jumelages franco-allemands et italiens visant à promouvoir la réconciliation et la paix. Ils se sont progressivement étendus aux jumelages coopération avec les pays en développement puis au moment de la chute du mur de Berlin, aux jumelages avec les pays de l'ancien bloc de l'Est en soutien à la démocratie naissante dans cette partie du monde.

Parallèlement, la coopération non gouvernementale et l'implication des autres acteurs des territoires (chambres de commerce, entreprises, hôpitaux, établissements scolaires, universités...) s'est fortement développée, mobilisant les compétences de chacun d'entre eux.

La coopération décentralisée et non gouvernementale représente un secteur d'activité à part entière, mais aussi un engagement qui transcende les options politiques avec l'implication de personnalités comme B. Stasi, P. Mauroy, J. Chirac, P. Méhaignerie, B. Delanoë ou R. Ries.

Qui est extrêmement vivante en Auvergne Rhône-Alpes :

Active dans le domaine international depuis sa création, la Région est aujourd'hui une référence nationale et internationale dans ce domaine par une histoire longue, ancrée dans la culture et les valeurs d'une région qui a vu naître sur son territoire des organisations innovantes faisant référence en France et à l'international (RESACOOOP, Handicap International, Bioforce, AVSF, Triangle Génération Humanitaire...).

Plus de 2500 organisations en région qui mobilisent toutes les catégories d'acteurs :

Collectivités territoriales, associations, fondations, ONG, chambres consulaires, établissements scolaires, organismes de formation, centres hospitaliers, entreprises du territoire sont impliqués dans

la coopération pour nombre d'entre elles dans la longue durée.

Des organisations réparties sur tout le territoire régional

Ces organisations sont présentes tant dans les grandes villes que sur les territoires ruraux, et sur l'ensemble des départements de la région.

Un secteur d'activité à part entière

La coopération décentralisée et non gouvernementale représente en région plus de 100 000 bénévoles, 1 500 équivalents temps plein, un budget de plusieurs centaines de millions d'euros et des actions dans plus d'une centaine de pays.

Un ancrage dans le grand public

La coopération décentralisée et non gouvernementale est fortement ancrée dans les territoires régionaux et dans le grand public, comme le souligne le sondage réalisé au niveau national pour l'AFD (Agence française de développement) qui relève que 67 % des Français sont favorables au soutien aux pays en développement¹.

Qui contribue à l'ouverture internationale des habitants et des organisations de la région

Les contacts réguliers entre habitants et organisations d'Auvergne Rhône-Alpes et des régions partenaires permettent de développer une culture internationale ici et là-bas favorable à la création de liens personnels, professionnels et économiques : partenaires qui sollicitent l'expertise régionale pour la mise en œuvre de leurs actions, partenaires qui viennent se former dans notre Région ; mais aussi jeunes professionnels, cadres et décideurs d'Auvergne Rhône-Alpes qui découvrent l'international. Le développement d'une culture de l'international est un enjeu fort au regard des dynamiques de mondialisation auxquelles est soumise le territoire d'Auvergne Rhône-Alpes.

¹ Les Français et la politique d'aide au développement de la France, 10^{ème} édition du baromètre de l'AFD, IFOP-AFD, septembre 2015.

Qui s'inscrit dans les engagements internationaux de la France :

La coopération décentralisée et non gouvernementale appuyée par la Région s'inscrit dans la lecture actuelle des enjeux de notre monde : sécurité, développement, gouvernance. Ce sont des enjeux qui concernent tant le local que le national et le mondial, et où chaque catégorie d'acteur a son rôle à jouer : organisations internationales, Etats, collectivités territoriales, ONG et secteur privé marchand. Ces engagements s'inscrivent dans les Objectifs du Développement Durable souscrit par l'Assemblée Générale des Nations Unies en septembre 2015 à New York.

Qui produit des résultats en Auvergne Rhône-Alpes et dans les pays et régions partenaires

La coopération décentralisée et non gouvernementale de la région produit des résultats significatifs, tant sur les territoires de coopération qu'en région. Par exemple :

- A Chambéry, la ville et l'association Chambéry Ouahigouya organisent un évènement de portée internationale sur la coopération entre Chambéry et le Burkina Faso, Lafi Bala, qui tous les deux ans réunit plus de 25 000 participants pendant trois jours,
- En région de Tombouctou, les Conseils Régionaux Auvergne et Rhône-Alpes et les associations de Rhône-Alpes ont permis de maintenir services publics (santé...) et activités économiques (agriculture, élevage, commerce...) pendant l'occupation du territoire par les terroristes, limitant ainsi l'exode des habitants,
- En Auvergne Rhône-Alpes, les instituts de formation spécialisés et universités (Bioforce, CIEDEL, CERDI...) reçoivent chaque année plusieurs centaines de professionnels et de jeunes en formation initiale qui se forment aux métiers du développement et de l'action humanitaire. Français comme étrangers, ils sont ensuite autant d'ambassadeurs de la Région et de la francophonie, et deviennent des professionnels dont les compétences sont mises au service de secteurs très variés de leur région, tant à l'étranger qu'en Auvergne Rhône-Alpes.
- Pour les situations d'urgence humanitaire, la Région a créé un fonds pour le lancement des opérations de secours. Cet outil original permet aux acteurs régionaux d'engager très rapidement leurs missions et a un effet levier sur les bailleurs de fonds nationaux et internationaux. Ce fut notam-

ment le cas après le séisme de 2010 en Haïti, où plusieurs associations et laboratoires de recherche de la Région Rhône-Alpes ont pu mettre en commun leurs compétences et agir au plus vite au service des populations victimes ; cela a également été le cas après le séisme au Népal.

- Les expériences des acteurs d'Auvergne Rhône-Alpes dans les régions partenaires alimentent les politiques publiques et les pratiques en région, comme c'est le cas avec les centres hospitaliers de Grenoble et de Métropole Savoie, qui utilisent les compétences de l'ONG Santé Diabète pour des programmes de recherche et de prévention sur le territoire régional.

Qui joue un effet levier conséquent sur la mobilisation de moyens bi et multilatéraux

Les appuis de la Région à la coopération décentralisée et non gouvernementale permettent aux acteurs de celle-ci de mobiliser des financements complémentaires auprès des partenaires publics français (MAEDI, AFD) et de bailleurs de fonds internationaux (Union Européenne, coopérations bilatérales, fondations européennes, etc.), démultipliant ainsi leurs moyens et leurs capacités d'action.

Une action internationale qui contribue au rayonnement de la Région

L'importance du secteur de la coopération décentralisée et non gouvernementale de la région et l'implication du Conseil Régional auprès des acteurs de son territoire contribuent largement au rayonnement international de la Région, qui est reconnue -entre autres- pour son implication au Mali, pour son rôle dans la création et le développement de l'AIRF, pour le caractère innovant de la mise en place du GIP RESACOOOP, pour la pertinence des dispositifs de mobilité comme EPI, pour l'appui institutionnel apporté aux conseils régionaux des Régions partenaires. A ce titre la Région est régulièrement conviée dans de nombreuses enceintes nationales et internationales pour apporter son expérience et son expertise : CUF², CNCD³, OCDE, UE, COP Climat, UNESCO, ONU-Habitat...



2 CUF : Cités Unies France

3 CNCD : Commission Nationale de la Coopération Décentralisée